

# Emmanuel Macron : pour le financement des start-ups, « l'ISF pose problème »

Invité vedette de la fête organisée en fin de semaine dernière par l'Afdel (Association française des éditeurs de logiciels) pour ses 10 ans – rappelons qu'à cette occasion, l'association s'est [rebaptisée Tech in France](#) -, Emmanuel Macron a livré quelques orientations futures du gouvernement. Le ministre de l'Economie a notamment levé le voile sur deux greffons qui devraient venir enrichir le projet de loi pour une République numérique, récemment débattu en première lecture. Emmanuel Macron prévoit d'y insérer une disposition instaurant la **notion de coffre-fort numérique**, estimant que c'est à l'Etat de créer le cadre juridique permettant de numériser le maximum de transactions, ainsi qu'une **nouvelle avancée en matière d'Open Data**. « *Trop de barrières ont parfois été instaurées pour protéger des rentes, a dit le ministre. Nous devons aller plus loin dans l'Open Data en ouvrant les données d'intérêt général, afin d'améliorer l'offre et de créer davantage de concurrence* ».

Mais l'essentiel du discours du ministre s'est concentré sur ce qui apparaît encore comme le point faible de l'écosystème de l'innovation en France : le financement. « *L'ISF pose problème*, a lancé Emmanuel Macron devant une salle réunissant des dirigeants d'entreprise qui ne risquait guère de le contredire. *Nous devons prendre des mesures pour favoriser l'investissement des business angels*. » Le ministre de l'Economie a réitéré son ambition de mettre sur pied un fonds de pension à la française en utilisant l'argent de l'assurance vie –« *ce sont 130 milliards d'euros qu'on peut ainsi redéployer* » – et d'attirer des fonds de capital-risque étrangers dans l'Hexagone. Le ministre a expliqué avoir déjà rencontré une dizaine de fonds pour leur vanter les avantages de l'investissement dans le pays.

## « Un marché unique européen et vite ! »

Reste évidemment la question de l'accès à la cotation pour les start-ups ayant bien grandi. « *Nous avons déjà une place de marché des valeurs innovantes, avec Alternext. Le défi consiste à ce que nos succès aillent se coter sur cette place de marché plutôt qu'au Nasdaq* », a dit le ministre, qui a assuré qu'en 2016 le marché européen connaîtra quelques avancées en la matière.



Sa dernière saillie, le ministre de l'Economie l'a réservée à Bruxelles, pointant de facto la lenteur de l'Europe à mettre en place un marché unique du numérique, que le couple franco-allemand appellerait de ses vœux selon lui. *« Si nous ne parvenons pas rapidement à mettre en place ce marché unique, avec sa régulation des plates-formes, sa protection des données, nous ne serons pas crédibles et nous partirons toujours avec un désavantage par rapport à nos concurrents étrangers. »* Selon le ministre, il se crée en France environ 1 500 start-ups par an, ce qui serait le meilleur total en Europe continentale.

**A lire aussi :**

[Avec Noé, Macron jette les bases d'un fonds de pension à la Française](#)